

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES
DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UN EVENEMENT
DE RELATIONS PUBLIQUES DU MUSEE DU QUAI
BRANLY – JACQUES CHIRAC, LE DIMANCHE 15
JUN 2025**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1. LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC	3
2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE	4
3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	4
4. DUREE ET LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
5. CONTENU DES PRESTATIONS	5
6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	9
7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE	10
8. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE –DOCUMENTS CONTRACTUELS	12
9. OBLIGATIONS GENERALES DU TRAITEUR	12
10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
11. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS.....	14
12. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DU BON DE COMMANDE.....	15
13. DISPOSITIONS FINANCIERES.....	16
14. MODALITES DE REGLEMENT	17
15. PENALITES	18
16. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TRAITEUR.....	19
17. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	19
18. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS	19
19. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE	20
20. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	20
21. REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	21
22. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	21

1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Femmes/Hommes ».

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être

informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé **au traiteur** de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture. Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la prestation de services de traiteur dans le cadre d'un événement de relations publiques organisé par le musée du quai Branly – Jacques Chirac. Cet événement se déroulera **le dimanche 15 juin 2025, de 11h00 à 15h00**.

Le nombre de convives attendu varie entre 700 (minimum) et 1 000 (maximum), avec une répartition approximative de 2/3 d'adultes et 1/3 d'enfants. Le nombre exact de convives sera confirmé par la Direction de la communication du musée qui pilote cet événement et communiqué au traiteur par mail au plus tard 72 heures avant la date de l'événement.

3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Forme des prix de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire, non alloti et conclu sur la base de prix issus unitaires indiqués au Bordereau de prix unitaires (BPU), sans montant minimum mais avec un **montant maximum de 60 000 € HT**, sur toute sa durée.

3.2 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune tranche, variante obligatoire ou facultative ou prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

4. DUREE ET LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au traiteur et s'achève à l'issue de l'événement de relations publiques du 15 juin 2025, après évacuation de l'ensemble du matériel et des déchets par le traiteur.

L'événement de relations publiques se tiendra **le dimanche 15 juin 2025** de 11h00 à 15h00. Le traiteur devra être prêt à intervenir à **10h30**.

Les prestations seront réalisées au musée du quai Branly – Jacques Chirac, situé au 222 rue de l'université 75007 Paris. Les espaces de réceptions sont les suivants :

- **Un espace intérieur : Le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss**, d'une superficie de 1 000 m², constituera le principal lieu de réception de l'événement ;
- **Un espace extérieur : Le Théâtre de Verdu**, d'une superficie de 150 m², sera utilisé en complément du Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss, sous réserve de conditions météorologiques favorables.

Les espaces de réception sont visibles en ligne :

<https://www.visitme360.com/visites/Musee-du-quai-Branly-Jacques-Chirac/#44332027p&24.03h&87.45t>

5. CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations confiées au traiteur se décomposent comme suit :

5.1 Menu

Le traiteur est chargé de proposer un menu salé et sucré inspiré de l'exposition *Au fil de l'or* (se référer au dossier de presse : [Médias - musée du quai Branly - Jacques Chirac](#)). Le menu doit inclure une variété de pièces froides et chaudes (cocktail), un plat chaud pouvant être servi en animation par un maître d'hôtel, des salades, des mezzés, des desserts, etc. Il devra répondre aux critères suivants :

- Adapté aux enfants (kid-friendly) ;
- Majoritairement végétarien (minimum 70%) ;
- Fait maison ;
- Composé à 100% de produits de saison ;
- Réalisé à partir de produits frais, bruts et non transformés ;
- Composé d'au moins 50% de produits issus de l'Agriculture Biologique ;
- Utilisation de produits locaux approvisionnés en circuits courts. Les produits tels que chocolat, café, thé, agrumes, huiles, épices, etc., devront être sélectionnés avec soin, issus du commerce équitable et/ou produits de manière responsable ;
- Œufs et volailles exclusivement d'origine fermière ;
- Exclusion de toute espèce animale menacée ou déstabilisant les écosystèmes ;
- Poissons uniquement issus de la pêche durable (exemples : maquereaux, sardines, truites) ;
- Exclusion de foie gras, langoustine, truffe, caviar, bœuf, porc, agneau, saumon ;
- Exclusion de huiles de coco et de palme.

De façon plus générale le titulaire doit pouvoir justifier de la traçabilité de l'ensemble des produits livrés. Les produits proposés doivent être pleinement conformes à la législation en vigueur en matière de présence d'OGM et de produits allergènes.

5.2 Boissons

Les boissons servies aux convives tout au long de l'événement devront inclure :

- Eaux plates et pétillantes (les candidats peuvent proposer des alternatives durables, telles que www.eaudeparis.fr) ;
- Jus de fruits frais sans additifs, de préférence maison (ex. : jus de pomme) ;
- Une ou deux boissons fraîches faites maison (ex. : gingembre, jus d'hibiscus) ;

- Café et thé issus exclusivement du commerce équitable (si utilisation de capsules, uniquement biodégradables ou compostables – capsules contenant du plastique ou de l'aluminium sont exclues) ;
- Vins rouges et blancs exclusivement biologiques (les vins en biodynamie sont bienvenus, mais les vins naturels sont exclus). Les candidats devront prendre en compte les quantités suivantes :

Nombre de convives	Vins blanc	Vins rouges	
700 convives	55 bouteilles	55 bouteilles	Soit 17.70 cl de vin par convive adulte (466 adultes)
800 convives	62 bouteilles	62 bouteilles	Soit 17.45 cl de vin par convive adulte (533 adultes)
900 convives	70 bouteilles	70 bouteilles	Soit 17.50 cl de vin par convive adulte (600 adultes)
1000 convives	78 bouteilles	78 bouteilles	Soit 17.57cl de vin par convive adulte (666 adultes)

Il est demandé aux candidats de faire des propositions de vins adaptés aux menus, équivalents et dans la même gamme de prix que ceux-ci-dessous :

- Vin rouge bio : Les Saffres - Domaine du Séminaire - AOP Côtes du Rhône - Millésime 2021 (50 % syrah, 50 % grenache) ;
- Vin blanc : Sauvignon - Château de Fontenay - AOP Touraine Millésime 2021 (100% Sauvignon).

Le champagne, fourni par le musée, sera stocké dans le frigidaire de l'office traiteur et servi aux convives sans droit de bouchon. Le traiteur prendra en charge l'évacuation des bouteilles de champagne.

5.3 Arts de la table

Le traiteur devra fournir l'ensemble des arts de la table nécessaires en quantité suffisante (vaisselle de présentation, vaisselle pour les convives, verrerie, y compris flûtes à champagne, etc.). Il est impératif que le traiteur propose des arts de la table sans plastique, non jetables, et de qualité. Les couverts devront être en inox, la verrerie en verre et la vaisselle en grès blanc. Les serviettes doivent être unies, non logotypées, biodégradables et compostables, en papier certifié FSC et ECOLABEL.

5.4 Mobilier et matériel

Les équipes du musée prendront en charge la mise à disposition, l'installation et le démontage du mobilier suivant, nécessaire à l'événement, dans le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss et le Théâtre de Verdure :

- 12 tables rectangulaires (H : 74 cm, L : 140 cm, l : 70 cm) ;
- 12 tables rectangulaires regroupées par deux pour former des carrés (H : 74 cm, L : 140 cm, l : 140 cm) ;
- 200 chaises ;
- 15 manges-debout.

Le traiteur sera responsable de la fourniture, de l'installation et du démontage du mobilier et du matériel complémentaires nécessaires à la bonne exécution des prestations, notamment les buffets et les paravents.

Il est impératif que tous les buffets soient nappés avec un tissu en coton blanc, couvrant intégralement les pieds. Le nappage devra être impeccable et soigneusement repassé.

De plus, le traiteur devra assurer le nappage en coton blanc des 24 tables, en veillant à ce qu'il descende jusqu'au sol.

5.5 Equipe

Le traiteur proposera une équipe compétente et adéquate pour assurer la mise en place, le service et le débarrassage tout au long de l'événement de relations publiques. L'équipe devra faire preuve d'un comportement irréprochable et d'une grande courtoisie.

5.6 Logistique et transport

Le traiteur sera responsable de la logistique et du transport : livraison, manutention, montage et démontage de l'implantation traiteur, le transport des denrées alimentaires, des arts de la table, du mobilier, du matériel et la reprise des déchets.

5.7 Déjeuner test

Un déjeuner-test sera organisé avec le titulaire après la notification du marché. Ce déjeuner-test est prévu à l'une des dates suivantes : 20 mai, 21 mai, 26 mai ou 28 mai 2025 entre approximativement 12h et environ 14h. Il réunira 6 personnes du musée et se déroulera en conditions réelles, permettant ainsi de goûter le menu et les boissons proposés dans l'offre technique du candidat sélectionné. Ce déjeuner se tiendra dans le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss du musée. La date définitive sera confirmée ultérieurement, en accord entre le candidat retenu et les équipes de la Direction de la communication.

5.8 Déroulé de l'événement, implantation et service

L'ensemble des espaces dédiés à la réalisation des prestations, y compris les espaces de réception (Théâtre Claude Lévi-Strauss, Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss, Théâtre de Verdure) ainsi que les espaces mis à disposition du traiteur (office traiteur

et espace de stockage sur l'aire de livraison), seront accessibles dès la veille de l'événement, soit le samedi 14 juin 2025. Le traiteur aura la possibilité d'y installer son dispositif dès cette date, s'il le souhaite.

Tout au long de l'événement, de 11h à 15h, diverses activités seront proposées aux convives, telles que des ateliers, des visites contées, un photobooth, etc. Les convives circuleront librement dans l'ensemble des espaces du musée, selon leurs envies. Par conséquent, il est difficile d'estimer avec précision le nombre de convives et les quantités de nourriture et de boissons nécessaires. Toutefois, lors de précédents événements similaires, un pic de fréquentation a été observé dans le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss entre 12h et 13h. Il est donc impératif que le traiteur veille à ce qu'une offre culinaire et des boissons soient disponibles en quantité suffisante, tant dans le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss que dans le Théâtre de Verduze, pendant toute la durée de l'événement.

De plus, l'équipe du traiteur devra veiller particulièrement au débarrassage et à la propreté des tables, manges-debout et autres espaces utilisés durant cet événement de relations publiques.

Si les conditions météorologiques permettent l'utilisation du Théâtre de Verduze, l'organisation et l'implantation suivantes assureront un service fluide et une répartition équilibrée des points de restauration tout au long de l'événement. L'implantation finale sera arrêtée d'un commun accord entre le traiteur et les équipes de la Direction de la communication.

- Service
 - Les pièces du menu (hors plat chaud) seront proposées en libre-service, avec des plateaux disposés sur le grand bar et ses annexes situées en face, ainsi qu'au plateau en ambulatoire dans le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss et le Théâtre de Verduze.
 - Le menu adapté aux enfants pourra être installé sur les annexes basses du grand bar, à hauteur d'enfant ;
 - Le service des boissons sera assuré exclusivement par les équipes du traiteur. Aucune bouteille ne pourra être déposée sur les tables ou confiée aux convives. Les boissons seront servies au bar, au plateau en ambulatoire, sur les buffets du Théâtre de Verduze et aux paliers des escaliers.
- Disposition des buffets
 - Dans le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss : Les buffets seront installés devant le garde-corps en verre situé face aux gradins nord du Théâtre. Cet espace sera principalement dédié au service des plats chauds par les équipes du traiteur.
 - Dans le Théâtre de Verduze : Les buffets seront disposés contre la baie vitrée séparant les deux espaces, avec l'équipe traiteur positionnée face au Théâtre de Verduze. Un buffet supplémentaire pourra être installé au palier de l'escalier du Théâtre de Verduze.

5.9 Office traiteur

Un office traiteur adossé au bar situé dans le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss est mis à la disposition du traiteur pendant l'événement. Cet office comprend deux portes latérales et une porte centrale, offrant un accès direct au bar (dimensions des trois portes : largeur 85 cm / hauteur 202 cm). Les équipements mis à disposition dans l'office sont les suivants :

- 4 prises 32A
- 3 prises à four
- 12 prises standard 220V/16A

- 2 réfrigérateurs (allumés la veille de l'événement par les équipes du musée)
- 4 tables et 1 plan de travail
- 2 points d'eau

Le bar comprend 6 prises 16A et un point d'eau.

5.10 Livraison et espace de stockage

Les livraisons seront réalisées à l'adresse suivante : 25 quai Branly, 75007 Paris.

Les livraisons pourront être réalisées dès la veille de l'événement le samedi 14 juin 2025.

Les livraisons se feront uniquement en décharge, sans possibilité de stationnement. La hauteur maximale des véhicules autorisés est de 3,40 mètres. Le Théâtre Claude Lévi-Strauss et le quai de livraison se trouvent au niveau -2 du musée. Ces deux zones sont reliées par un long couloir, la Voie de Desserte Interne (VDI). Si la hauteur du camion dépasse les 3,40 mètres, une option de livraison alternative est possible par le niveau 0 du musée, en passant par le passage de l'Alma, avec l'utilisation d'un monte-charge.

Les dimensions des portes d'accès pour la livraison et l'installation dans le Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss sont les suivantes :

- Porte 1 (près de l'office traiteur) : Largeur 135 cm / Hauteur 202 cm
- Porte 2 (près du vestiaire du foyer) : Largeur 170 cm / Hauteur 217 cm

Il est impératif de protéger le parquet du Foyer du Théâtre Claude Lévi-Strauss sur les zones de passage durant la livraison, le montage et le démontage. Aucune utilisation de transpalette directement sur le parquet n'est autorisée. Il est requis de prévoir des chariots à roues en caoutchouc pour le transport du matériel, afin de préserver l'intégrité du sol.

Un espace de stockage sécurisé et fermé d'une vingtaine de m² situé sur la voie de livraison pourra être gracieusement mis à disposition du traiteur du 14 au 18 juin 2025.

6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le traiteur s'engage à :

- Respecter les prescriptions fixés en 5.1 et 5.2 ;
- Limiter ses déchets : valorisation des déchets, consignment des bouteilles, mise à disposition de bocal ;

- A l'issue des prestations, le titulaire s'engage à développer une politique de don ou de redistribution des produits non consommés au bénéfice d'associations caritatives. Les produits concernés sont les produits n'ayant pas subi une rupture de chaîne de froid. Le titulaire met en place dans ce contexte un reporting pour le musée, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaires ;
- Réduire au maximum l'utilisation de plastique et ne pas utiliser de contenants et arts de la table à usage unique ;
- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations ;
- Organiser le transport des personnes et du matériel de manière à éviter la circulation pendant les heures de pointe, privilégier le transport groupé afin de réduire les déplacements de véhicules. De manière générale, le traiteur favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux et transports en commun ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son équipe afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution des prestations, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le traiteur est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution des prestations, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-FCS, le traiteur s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Pilotage de l'accord-cadre

Les équipes de la Direction de la communication du musée du quai Branly – Jacques Chirac, sont chargées du pilotage du présent accord-cadre et de l'événement.

7.2 Titulaire de l'accord-cadre

Le(s) titulaire(s) ou les membres du groupement désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCP sous le nom « le traiteur ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le traiteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le traiteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le traiteur.

Le traiteur est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

7.3 Sous-traitance

Le traiteur sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique et aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le traiteur reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

7.4 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-FCS sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des prestations prévues à l'accord-cadre.

8. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux accords-cadres publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- L'offre technique.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

9. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TRAITEUR

Le traiteur est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCP.

Il appartient au traiteur de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser. En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le traiteur s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du traiteur vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le traiteur s'engage :

- À exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes ;

- À se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la Direction de la communication du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la Direction de la communication du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre ;
- À respecter les conditions d'exécution fixées lors des échanges préalables à l'événement de relations publiques avec la Direction de la communication ;
- À prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens.

Avant tout début d'exécution des prestations, le traiteur sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Conditions générales

Le traiteur exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le traiteur s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

10.2 Conduite des opérations de l'accord-cadre

Responsable d'opérations

Le traiteur désigne dans son offre technique un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié des équipes de la Direction de la communication, afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Le responsable d'opérations devra :

- Participer aux différents échanges et à la préparation de l'événement ;
- Coordonner toutes les interventions pour le traiteur ;
- Engager le traiteur lors des opérations de vérification.

Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le traiteur s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le traiteur est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du traiteur et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du traiteur restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le traiteur est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

10.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le traiteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent au titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

11. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

11.1 Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- La vérification sera réalisée par les équipes de la Direction de la communication présentes à l'événement de relations publiques ;
- Le musée dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réalisation des prestations pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre les prestations réalisées par le traiteur et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

11.2 Décision après vérification – Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le silence de la personne publique durant le délai d'un (1) mois précité, vaudra admission de la prestation.

Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet seront réalisées conformément aux articles 30.2 à 30.4 du CCAG-FCS.

12. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DU BON DE COMMANDE

Le bon de commande est émis par la personne publique, et établi sur la base des prix unitaires figurant au Bordereau de prix unitaires (BPU). Le bon de commande précise le nombre de convives pour lesquels il est attendu les prestations objet du présent accord-cadre.

Le bon de commande peut être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ce bon de commande est émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le traiteur accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du traiteur à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Le bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le nombre de convives commandé ;
- le montant total hors taxes ;
- les taux et les montants de TVA applicables ;
- le montant total TTC.

13. DISPOSITIONS FINANCIERES

13.1 Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils comprennent également les contraintes liées au fonctionnement du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et notamment les contraintes d'accès et de stationnement, les heures d'accès aux locaux, la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant sur les lieux.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre comprennent : les nappes

- La réalisation du déjeuner-test ;
- La fourniture des denrées rentrant dans la confection du menu de l'événement de relations publiques ;
- La confection, le conditionnement et le transport du menu dans le respect des règles établies par les services hygiène et sanitaire ;
- La fourniture des équipements destinés à la préparation et à la conservation des produits, s'il y a lieu ;
- L'ensemble des arts de la table ;
- La fourniture du matériel, le montage et le démontage du matériel de l'événement de relations publiques dans les espaces de réception ;
- Le personnel notamment les maîtres d'hôtel et les uniformes, ainsi que leurs frais de déplacement ;
- Le déplacement du matériel en cas d'intempéries ;
- Les repas du personnel du titulaire ;
- L'évacuation des déchets à l'issue de l'événement de relations publiques dans les conteneurs désignés par l'établissement du musée du quai Branly – Jacques Chirac,

Le nettoyage des espaces occupés pour l'événement de relations publiques, à l'exception de l'évacuation des déchets, sera pris en charge par l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

13.2 Révision de prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix sont fermes.

13.3 Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de

prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

13.4 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

14. MODALITES DE REGLEMENT

14.1 Avance

Il n'est pas prévu de versement d'avance.

14.2 Acomptes

Il n'est pas prévu de versement d'acompte.

14.3 Règlement des prestations

La facture du traiteur devra se rapporter au bon de commande qui lui aura été adressé.

14.4 Facturation – envoi des factures

Le traiteur déposera obligatoirement sa facture sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Le n° d'engagement juridique indiqué au bon de commande : au format EAAAA000XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le traiteur dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

La facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- La date de réalisation de la prestation : **le dimanche 15 juin 2025** ;
- Le numéro d'engagement juridique de la commande ;
- L'identité du traiteur ;
- L'identité de l'acheteur : **la Direction de la communication du musée du quai Branly – Jacques Chirac** ;
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du traiteur ;

- Le numéro individuel d'identification à la TVA du musée : **FR 12 180 092 140** ;
- L'objet des prestations : **traiteur pour événement de relations publiques du 15 juin 2025** ;
- Le montant HT de la facture ;
- Le(s) taux de TVA et le montant total de TVA ;
- Le montant TTC de la facture ;
- Les références de l'accord-cadre

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

14.5 Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement de la facture sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

15. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

15.1 Pénalités de retard

Tout retard dans la réalisation ou la livraison des prestations, entraînera une pénalité de cinq cents (500) €, par quart d'heure de retard, et ce sans mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

15.2 Pénalités pour non-respect de l'offre technique

Le non-respect de l'ensemble des dispositions de l'offre technique fournie par le traiteur, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

15.3 Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de deux cents (200) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au traiteur. Cette somme sera reversée au traiteur à compter de la réception du document par l'établissement.

15.4 Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Le traiteur est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le traiteur encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

16. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TRAITEUR

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

17. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables.

18. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le traiteur sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr

18.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le traiteur devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux

termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

18.2 Attestations fiscales et sociales

Le traiteur devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

19. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

20. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au traiteur sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le traiteur peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le traiteur avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

21. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

22. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le dernier article du présent CCP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-FCS.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCP.